



DEMANDE D'OFFRES POUR PRESTATIONS DE SERVICE

Procédure ouverte

Adjudicateur	Département du territoire (DT), Office de l'urbanisme (OU), Service Interfaces CEVA (SIC)	
Renseignements	Caroline Barbisch, directrice de projet VVA	Tél : +41 22 546 00 35 Email : caroline.barbisch@etat.ge.ch
Organisateur	Département du territoire (DT), Office de l'urbanisme (OU), Service Interfaces CEVA (SIC)	
Genre de mandat :	Prestations de service pour groupement de mandataires Planification de l'avant-projet, du projet, de la demande d'autorisation, des appels d'offres et de la réalisation (SIA 105, 103 et 112, phases 31, 32, 33, 41, 51, 52 et 53) Conception et mise en œuvre de la participation.	
Dépôt des offres :	Vendredi 27 mai 2019, 16h00 (au plus tard en main de l'adjudicateur) Réception de l'Office de l'urbanisme (5^{ème} étage) Rue David-Dufour 5 - Case postale 224, CH – 1211 Genève 8 avec la mention "Appel d'offres – Projet de Voie verte d'agglomération (VVA) Rive Droite"	
Ouverture des offres :	ouverture non publique	
Recevabilité	<input type="checkbox"/> <i>Recevable</i>	<input type="checkbox"/> <i>Non recevable</i>
	<input type="checkbox"/> <i>Retenue pour adjudication</i>	<input type="checkbox"/> <i>Non retenue</i>

	Entrée	Révisé
Montant brut HT, frais compris (report du montant total déterminant du chapitre 1.5.1 du document K2.1)	Fr.	Fr.
TVA 7.7 %	Fr.	Fr.
Total net	Fr.	Fr.

Nom

Adresse

Téléphone

Responsable

e-mail

Date et signature(s)*

(*) En signant le présent document, le soumissionnaire s'engage également sur le contenu de toutes les annexes

CONTENU

1	PREAMBULE	5
1.1	CONTEXTE GENERAL	5
2	PROCEDURE	5
2.1	COMPETENCES REQUISES – TYPES DE SOUMISSIONNAIRES	5
2.2	INFORMATIONS GENERALES	6
2.2.1	NATURE ET IMPORTANCE DU MARCHE	6
2.2.2	NOM ET ADRESSE DE L'ADJUDICATEUR	7
2.2.3	NOM ET ADRESSE DE L'ORGANISATEUR DE LA PROCEDURE	7
2.2.4	BASES LEGALES	7
2.2.5	ENGAGEMENTS DE L'ADJUDICATEUR	8
2.2.6	OBTENTION DU DOSSIER, INSCRIPTION	8
2.3	CONDITIONS DE PARTICIPATION	8
2.3.1	DELAÏ POUR POSER DES QUESTIONS	8
2.3.2	SEANCE D'INFORMATION ET VISITE DU SITE D'EXECUTION	8
2.3.3	DELAÏ POUR LA REMISE DES OFFRES	9
2.3.4	PRESENTATION DE L'OFFRE	9
2.3.5	RECEVABILITE DE L'OFFRE	9
2.3.6	MOTIFS D'EXCLUSION	9
2.3.7	INCOMPATIBILITE	10
2.3.8	NOMBRE D'OFFRES	10
2.3.9	ASSOCIATION DE BUREAUX	10
2.3.10	SOUS-TRAITANCE	11
2.3.11	LANGUE OFFICIELLE DE LA PROCEDURE ET POUR L'EXECUTION DU MARCHE	11
2.3.12	DEVISE MONETAIRE APPLICABLE	11
2.3.13	PROPRIETE ET CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS	11
2.3.14	DUREE DE VALIDITE DE L'OFFRE	11
2.3.15	VARIANTE D'OFFRE	11
2.3.16	INDEMNISATION	11
2.3.17	MARCHE DIVISE EN LOTS	11
2.3.18	FORME DU CONTRAT	11
2.3.19	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	12
2.4	EVALUATION DES OFFRES	12
2.4.1	OUVERTURE DES OFFRES	12
2.4.2	CONFORMITE DES OFFRES	12
2.4.3	EVALUATION DES OFFRES	12
2.4.4	CRITERES D'ADJUDICATION	14
2.4.5	BAREME DES NOTES	15
2.4.6	NOTATION DU PRIX	15
2.4.7	NOTATION DES HEURES	16
2.4.8	COMITE D'EVALUATION	16
2.4.9	MODIFICATIONS DE L'OFFRE	17
2.4.10	MODIFICATION DU CAHIER DES CHARGES PAR L'ADJUDICATEUR	17
2.4.11	INTERDICTION DES NEGOCIATIONS	17
2.4.12	CONTROLE ET EXPLICATIONS DE L'OFFRE	17
2.4.13	AUDITION DES SOUMISSIONNAIRES	18
2.4.14	OFFRE QUI NE REpond PAS AUX ATTENTES MINIMALES	18
2.4.15	DECISION D'ADJUDICATION	18
2.4.16	RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA DECISION D'ADJUDICATION	18
2.4.17	VOIES DE RECOURS	18
2.4.18	SIGNATURE DU CONTRAT SUITE A LA DECISION D'ADJUDICATION	19
2.5	ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE	19

3	DOSSIERS D'ANNEXES	21
3.1	ANNEXES LIEES AUX ELEMENTS D'APPRECIATION DE L'OFFRE A REMPLIR	21
3.1.1	CAHIER DES CHARGES	21
3.1.2	CONDITIONS DE PARTICIPATION	21
3.1.3	POUR LES CRITERES D'ADJUDICATION	21
3.2	ANNEXES COMPRISES DANS LE DOSSIER FOURNI EN COMPLEMENT	21
3.3	INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR SITE INTERNET	21

1 PREAMBULE

1.1 Contexte général

L'Etat de Genève, les villes de Vernier et de Meyrin, la commune de Satigny et la Fondation pour les terrains industriels (FTI) souhaitent réaliser une Voie Verte d'agglomération (VVA) entre les sites Concorde (Genève-Vernier) et Zimeysaver (Zone industrielle Meyrin-Satigny-Vernier). La Ville de Genève est aussi concernée par certains secteurs, notamment en qualité de propriétaire foncier.

La VVA est un projet déterminant pour la **mobilité active** (vélo, marche, etc.) dans l'agglomération franco-valdo-genevoise. En effet, le potentiel de la mobilité active n'y demande qu'à être exploité. Au demeurant, le succès de la VVA rive gauche (RG) entre Annemasse et Eaux-Vives, ainsi que le récent plébiscite genevois en faveur de l'inscription du vélo dans la constitution fédérale, prouvent qu'il est important de poursuivre cette démarche sur la rive droite (RD) également.

Les maîtres d'ouvrages (MO) recherchent une conception homogène de la VVA RD sur tout son parcours (environ 10 km), pour en garantir la lisibilité, ainsi qu'une synergie des partenaires au moins jusqu'à la mise en service, pour garantir une réalisation à la fois économique et de grande qualité.

Pour ces raisons, lesdits partenaires ont délégué à l'Etat la maîtrise d'ouvrage de la VVA RD.

2 PROCEDURE

2.1 Compétences requises – types de soumissionnaires

Le soumissionnaire doit participer à la procédure en tant que pool pluridisciplinaire de mandataires (groupement). Les compétences qui doivent être remplies par le groupement sont :

1. **Pilote : Architecture du paysage.**
2. Mobilité - mobilité active.
3. Mobilité - géométries, inclus l'étude des géométries des aménagements.
4. Mobilité - signalisation, inclus l'étude des signalisations verticales et horizontales.
5. Mobilité - gestion du trafic, inclus l'étude des mesures de circulation (y compris phasages de chantier), ainsi que des études ponctuelles de charges de trafic.
6. Génie civil routier, inclus l'étude des ouvrages porteurs et de soutènement, des franchissements nécessaires à la VVA, et des réseaux en sous-sol.
7. Eclairage.

(a) Le pilotage des prestations du présent appel d'offres est réservé aux architectes paysagistes pouvant répondre aux conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un diplôme ou master d'architecte paysagiste d'une Haute Ecole Spécialisée Suisse (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent,

ou

- Etre inscrit au registre suisse des architectes, des ingénieurs et des techniciens (REG) au niveau A ou B (le niveau C étant exclu) ou sur un registre professionnel étranger jugé équivalent.

(b) Le pilote en tant que bureau doit posséder la ou les compétences suivantes :

- Fournir 2 références de complexité similaire (annexe Q8).

(c) L'architecte paysagiste personne clef désignée comme pilote du groupement doit posséder la ou les compétences suivantes :

- Fournir 1 référence de complexité similaire (annexe Q8).

(d) L'ingénieur en mobilité et l'ingénieur civil doivent répondre aux conditions suivantes :

- Etre titulaires d'un diplôme ou master de l'Ecole Polytechnique Fédérale (EPF) ou d'une Haute Ecole Spécialisée Suisse (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent,

ou

- Etre inscrits au registre suisse des architectes, des ingénieurs et des techniciens (REG) au niveau A ou B (le niveau C étant exclu) ou sur un registre professionnel étranger jugé équivalent.

(e) L'ingénieur mobilité en tant que bureau doit posséder la ou les compétences suivantes :

- Fournir 2 références de complexité similaire (**annexe Q8**).

(f) L'ingénieur mobilité personne clef désignée comme membre du groupement doit posséder la ou les compétences suivantes :

- Fournir 1 référence de complexité similaire en mobilité active (**annexe Q8**).

Le soumissionnaire vérifiera au chapitre 2.3.11 *Sous-traitance* les conditions liées à la sous-traitance. Il est à noter que les sous-traitants du groupement ci-après désignés doivent tous être désignés.

Les compétences qui doivent être remplies en sous-traitance sont :

1. Participation – diagnostic socio-urbain, design de la stratégie de participation et des démarches d'information, consultation, concertation et mise en œuvre inclus animation.
2. Travaux géométriques.
3. Ingénieur en environnement – hydraulique urbaine.
4. Ingénieur en environnement – sites pollués et déchets.
5. Géotechnicien.

(g) L'expert en participation personne clef désignée comme membre du groupement doit posséder la ou les compétences suivantes :

- Fournir 2 références de complexité similaire (**annexe Q8**).

L'adjudicateur écartera les offres qui ne remplissent pas les conditions précitées et notifiera par écrit sa décision au(x) soumissionnaire(s) concerné(s). (voir 2.4.14 *Offre qui ne répond pas aux attentes minimales*)

Le soumissionnaire devra signer l'**annexe P1 « Engagement sur l'honneur »** et fournir en **annexe P2** les justificatifs de formation ou d'inscription aux registres cités ci-dessus pour chacun des membres du groupement.

Le nombre de bureaux par compétence n'est pas limité. Tous les bureaux doivent être indiqués dans l'**annexe P4**.

2.2 Informations générales

2.2.1 Nature et importance du marché

Le soumissionnaire devra fournir les prestations de planification et de réalisation du projet de VVA entre Concorde et Zimeysaver, soit un linéaire d'environ 7.5 km, augmenté d'un linéaire d'environ 1.5 km comme parcours secondaire entre Châtelaine et la halte de Vernier via le quartier de l'Etang, soit en tout un **linéaire d'environ 9 km**.

Il s'agit de la mesure 30-21 du projet d'agglomération 2 (PA2) sur la ville de Vernier et de la mesure 33-11 sur les villes de Vernier et de Meyrin et sur la commune de Satigny.

La VVA RD doit être mise en service **au plus tard fin 2025**.

Le soumissionnaire devra fournir les prestations usuelles selon SIA 103, 105 et 112 des phases 31, 32, 33, 41, 51, 52 et 53. Le contrat est décrit au chapitre 2.3.19 *Forme du contrat*. L'adjudicateur précise que, pour l'heure, le mode d'attribution des travaux n'est pas encore connu (lots séparés ou entreprise générale).

A noter que le périmètre d'étude de l'avant-projet va au-delà du linéaire précité et que le groupement devra proposer, au plus tard à l'issue de l'avant-projet, un tracé définitif pour la VVA d'une part et des priorités d'aménagement à court terme (à réaliser avec la VVA) et à moyen/long termes (à réaliser par les communes) d'autre part.

2.2.2 Nom et adresse de l'adjudicateur

République et Canton de Genève
Département du territoire (DT)
Office de l'urbanisme (OU) - Service Interfaces CEVA (SIC)
 Rue David-Dufour 5 - Case postale 224
 1211 Genève 8

2.2.3 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure

République et Canton de Genève
Département du territoire (DT)
Office de l'urbanisme (OU) - Service Interfaces CEVA
Mme Caroline Barbisch, directrice de projet VVA
 Rue David-Dufour 5 - Case postale 224
 1211 Genève 8

2.2.4 Bases légales

La procédure est :

- soumise à l'Accord du GATT / OMC (AMP-OMC) sur les marchés publics du 15.04.1994 ;
- soumise à l'Accord bilatéral sur les marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 01.06.2002 ;
- soumise à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 06.10.1995 ;
- soumise à la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.1986 ;
- soumise à la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.1995, état au 01.01.2007 ;
- soumise à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001, ainsi qu'à ses directives d'exécution (DEMP) ;
- soumise aux valeurs seuils AIMP des marchés publics adapté au 11.12.2017 ;
- soumise à la Loi autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à l'AIMP du 12.06.1997 (L 6 05.0 ; L-AIMP) ;
- soumise au Règlement sur la passation des marchés publics du 17.12.2007 (L 6 05.01 ; RMP).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet www.simap.ch.

2.2.5 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

2.2.6 Obtention du dossier, inscription

Les soumissionnaires téléchargent le dossier d'appel d'offres sur la plateforme www.simap.ch

Aucun délai, émoluments, frais de dossier ou modalité d'inscription n'ont été fixés. En déposant son offre, le soumissionnaire est considéré comme inscrit.

2.3 Conditions de participation

2.3.1 Délai pour poser des questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

Vendredi 29 mars 2019

Auprès de:

Les soumissionnaires posent leurs questions sur www.simap.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées sur le site internet www.simap.ch dans le délai fixé sur ce même site (attention : la longueur du champ est au maximum de 250 caractères). L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone, par fax, par courrier postal ou courriel. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur.

Ce dernier répondra aux questions, dans un laps de **7 jours ouvrables après le délai** pour poser les questions, par courriel et donnera également la réponse aux autres soumissionnaires, sur la base du formulaire d'inscription du site internet SIMAP pour autant que ce dernier ait été rempli de manière correcte et complète. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

2.3.2 Séance d'information et visite du site d'exécution

Aucune séance d'information ou visite du site d'exécution ne sera organisée.

Les soumissionnaires sont libres de se déplacer sur le site.

2.3.3 Délai pour la remise des offres

L'offre doit être en mains de l'adjudicateur au plus tard le :

Vendredi 27 mai 2019 à 16h00

Auprès de:

Département du territoire (DT)
Office de l'urbanisme (OU) – Guichet du 5^{ème} étage
 Rue David-Dufour 5 - Case postale 224
 1211 Genève 8

Heures d'ouverture du guichet : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h.

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance.

2.3.4 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son offre sous forme **papier** en **3 exemplaires**.

Le soumissionnaire doit aussi fournir une copie de son offre sous forme électronique **sur clef USB** (fichiers en format source et pdf). La version papier fait foi.

Le soumissionnaire doit fournir son offre dans une enveloppe séparée et remise dans le même délai et aux mêmes coordonnées que le présent dossier (le montant de l'offre ne doit pas être indiqué sur la page de garde de ce dossier).

Tous les documents devront être soigneusement agrafés, reliés ou intégrés dans un classeur A4, avec de manière visible soit sur la page de garde, soit sur la tranche et/ou sur la face principale, la raison sociale du soumissionnaire et le nom du marché mis en concurrence. L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information.

2.3.5 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui :

- sont arrivées dans le délai imposé ;
- sont signées, datées et présentées dans la langue imposée ;
- sont accompagnées des **annexes P, Q et R** dûment complétées, des attestations demandées, dans la forme et à l'adresse fixées ;
- proviennent d'un soumissionnaire dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux soumissionnaires suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (en vertu de l'AMP-OMC et de l'Accord bilatéral sur les marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne).

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procèdera à une vérification plus approfondie.

2.3.6 Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non recevabilité de son offre, un soumissionnaire sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (clé USB, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier.

Un soumissionnaire sera exclu de la procédure, si la note cumulée des notes pondérées attribuées aux critères 2 à 4 de son offre s'avère inférieure à 2.1. Pour le calcul de cette note minimale cumulée de 2.1, voir chapitre 2.4.3 *Evaluation des offres*.

Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

2.3.7 Incompatibilité

Liste des personnes, entreprises ou bureaux préimpliqués qui ont été autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées :

Nom de la personne, du bureau ou de l'entreprise	Type de prestation
ADR	Etude préliminaire VVA
Ott & Uldry Sàrl	Etude préliminaire VVA
MRS Partners SA	Etude préliminaire VVA
Hüsler & Associés	Etudes générales VVA
SD Ingénierie Genève SA	Etudes préliminaires VVA

Liste des personnes, entreprises ou bureaux préimpliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation

Toute personne, entreprise ou bureau qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, qui ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou via ce dernier.

2.3.8 Nombre d'offres

Un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire ou membre associé d'un soumissionnaire. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale. Cela concerne aussi les sous-traitants.

Les précisions du chapitre 2.3.10 *Association de bureaux* priment sur le présent chapitre.

2.3.9 Association de bureaux

Le présent appel d'offres s'adresse à des groupements de mandataires pilotés obligatoirement par un architecte paysagiste possédant une expérience, selon le chapitre 2.1 *Compétences requises*, dans des projets d'aménagement de complexité similaire notamment en termes de coûts et de délais.

Le groupement comportera obligatoirement un architecte paysagiste pilote, un ingénieur en mobilité, un ingénieur civil et un concepteur lumière.

A l'issue de l'adjudication du présent appel d'offres, les membres du groupement adjudicataire devront impérativement se constituer en **société simple** selon le Code des obligations (CO) avant la signature du contrat de prestations.

Le groupement conclura obligatoirement un contrat type SIA 1001/2 *Contrat de société pour communauté de mandataires* (édition 01.11.2018). Une copie sera remise au MO.

Le pilote du groupement ainsi que les bureaux d'ingénieurs doivent respecter les conditions du chapitre 2.3.9 *Nombre d'offres*.

Le soumissionnaire proposera une forme d'organisation adéquate en rapport avec les prestations à fournir (**annexe R6** du présent document).

2.3.10 Sous-traitance

La sous-traitance est demandée pour les prestations des spécialistes "Participation", "Travaux géométriques", "Hydraulique urbaine", "Sites pollués et déchets" et "Géotechnique".

Un sous-traitant est autorisé à participer à plusieurs groupements. En revanche, le sous-traitant d'un groupement ne peut pas être membre d'un autre groupement soumissionnaire.

2.3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure, ainsi que pour l'exécution du marché, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est le français.

2.3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le Franc suisse (Fr.).

2.3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le soumissionnaire, adjudicataire du marché, sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles. L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires tant que ne sont pas éteints tous les droits de recours.

2.3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de **6 mois**.

2.3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises.

2.3.16 Indemnisation

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le soumissionnaire ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre.

2.3.17 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché en lots. En conséquence, le soumissionnaire a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché.

2.3.18 Forme du contrat

A la fin de la procédure d'appel d'offres, l'adjudicateur passera un contrat avec le groupement de mandataires sur la base du contrat type SIA 1001/1 *Contrat de mandataire / de direction des travaux* (édition 01.11.2018).

Les prestations de l'adjudicataire seront contractées en trois tranches distinctes :

Contrat de base (tranche ferme) : le contrat sera conclu pour les prestations de la phase SIA 31 *Avant-projet* selon le montant de l'offre calculé conformément au tableau figurant au chapitre 1.4 *Rémunération – Tranches de prestations* du cahier des charges ([Annexe K 2.1](#)).

Avenant n°1 (tranche conditionnelle) : les prestations des phases SIA 32 *Projet de l'ouvrage*, 33 *Procédure de demande d'autorisation* et 41 *Appel d'offres* feront l'objet d'un avenant 1. Le calcul des honoraires sera adapté en fonction du nouveau coût déterminant issu du **devis estimatif** validé par le MO. Le montant des honoraires sera forfaitaire sur la base du montant B déterminé. Au surplus, selon le chapitre 1.4 *Rémunération – Tranches de prestations* du cahier des charges ([Annexe K 2.1](#)).

Avenant n°2 (tranche conditionnelle) : les prestations de la phase SIA 51 *Projet d'exécution*, 52 *Exécution de l'ouvrage* et 53 *Mise en service* feront l'objet d'un avenant 2. Le calcul des honoraires sera adapté en fonction du nouveau coût déterminant issu du **devis général** après retour des soumissions validées par le MO. Le MO se réserve la possibilité de conclure cet avenant par un montant d'honoraires forfaitaire, issu du montant B du devis général.

Selon le mode d'attribution des travaux (lots séparés ou entreprise générale), la forme et le contenu des avenants pourront changer.

2.3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

Les prix sont à indiquer en Francs suisses (Fr.).

Les tarifs et les montants reportés dans l'offre seront indiqués hors taxe (HT).

La TVA de 7.7% sera appliquée sur le total, frais compris, rabais et escompte déduits.

2.4 Evaluation des offres

2.4.1 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres.

L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

Le procès-verbal d'ouverture officielle des offres peut être obtenu sur demande écrite adressée à l'adjudicateur.

2.4.2 Conformité des offres

Cette étape a lieu lors de l'ouverture des offres. Il s'agit de contrôler que :

- les offres ont été remises dans le délai convenu (lieu, date et heure) ;
- les offres ont été signées par la ou les personnes pouvant engager leur société ;
- les conditions de participation sont remplies (chapitre 2.1 Compétences requises) ;
- les pièces demandées en annexes ont été fournies (notamment le formulaire d'engagement sur l'honneur signé) ;
- la structure de l'offre est respectée et l'offre est correctement remplie.

Les résultats de cette étape seront consignés dans le rapport d'adjudication.

2.4.3 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre déposée, ainsi que sur les indications fournies par les soumissionnaires et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et/ou financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

Les offres jugées conformes seront évaluées par rapport aux 4 critères d'adjudication du chapitre 2.4.4 *Critères d'adjudication*.

Précision

Un soumissionnaire sera exclu de la procédure, si la note cumulée des notes pondérées attribuées aux critères 2, 3 et 4 de son offre s'avère inférieure à 2.10. Cette note cumulée de 2.10 a été calculée comme suit :

note du point 2.1 * pondération	$3 * 5\% = 0.15$
note du point 2.2 * pondération	$3 * 10\% = 0.30$
note du point 2.3 * pondération	$3 * 5\% = 0.15$
note du point 3.1 * pondération	$3 * 10\% = 0.30$
note du point 3.2 * pondération	$3 * 10\% = 0.30$
note du point 3.3 * pondération	$3 * 10\% = 0.30$
note du point 4.1 * pondération	$3 * 20\% = 0.60$

Note minimale cumulée = 2.1

Par exemple, un soumissionnaire qui aurait les notes ci-dessous, serait exclu de la procédure :

note du point 2.1 = 1	Note pondérée = $1 * 5\% = 0.05$
note du point 2.2 = 4	Note pondérée = $4 * 10\% = 0.40$
note du point 2.3 = 3	Note pondérée = $3 * 5\% = 0.15$
note du point 3.1 = 3	Note pondérée = $3 * 10\% = 0.30$
note du point 3.2 = 3	Note pondérée = $3 * 10\% = 0.30$
note du point 3.3 = 2	Note pondérée = $1 * 10\% = 0.10$
note du point 4.1 = 3	Note pondérée = $3 * 20\% = 0.60$

Note cumulée = $1.9 < 2.10$

En cas d'exclusion, une notification sera adressée par écrit au soumissionnaire. Si un ou plusieurs soumissionnaires devaient être exclus, l'adjudicateur vérifiera si l'évaluation du critère 1 "Prix" doit être revue ou pas (révision à effectuer si l'offre dont le prix le plus bas est exclue).

2.4.4 Critères d'adjudication

1 Prix		30%
1.1 Montant de l'offre financière en rapport avec le cahier des charges (Annexe R1)	Montant de l'offre financière globale avec analyse de sa crédibilité.	30%
2 Organisation pour l'exécution du marché		20%
2.1 Nombre d'heures pour l'exécution du marché (CV et références) (Annexe R5)	Temps consacré avec analyse de sa crédibilité.	5%
2.2 Capacité en personnel (Annexe Q4) et Qualifications des personnes clefs désignées pour l'exécution du marché (Annexe R9)	Capacité en personnel du pilote et qualités des personnes-clefs (architecte paysagiste, ingénieur mobilité, etc.) pour exécuter le marché selon les exigences et contraintes du cahier des charges. Vérification des informations notamment sous l'angle des qualifications, de la formation, des expériences, de la disponibilité et de la mobilité, ainsi que du respect des délais, de la maîtrise des coûts, de la gestion de projet et de la gestion de la qualité.	10%
2.3 Nombre, planification et disponibilité des moyens et des ressources pour l'exécution du marché (Annexe R6)	Annonce des moyens et ressources prévus pour l'exécution du marché, ainsi que leur planification et crédibilité par rapport aux exigences et contraintes du cahier des charges. Organigramme opérationnel mettant en évidence les principaux intervenants, la répartition des tâches et des responsabilités et les liens hiérarchiques.	5%
3 Références du soumissionnaire		30%
3.1 Quantité et qualité des références du pilote (Bureau et personne clef) (Annexe Q8)	2 références récentes (moins de 10 ans), achevées ou en cours d'achèvement effectuées par l' architecte paysagiste équivalentes en importance et complexité avec le marché à adjuger, avec désignation de l'objet, du lieu d'exécution, du nom du client ou de sa raison sociale, de la personne de contact, du montant contractuel et des prestations effectuées par le soumissionnaire. Descriptions des projets. 1 référence idem effectuée par l'architecte paysagiste personne clef désignée comme pilote du groupement, démontrant sa capacité à piloter un groupement pluridisciplinaire.	10%
3.2 Quantité et qualité des références pour la mobilité (Bureau et personne clef) (Annexe Q8)	2 références idem pour l'ingénieur mobilité. 1 référence idem en mobilité active effectuée par l'ingénieur en mobilité personne clef désignée comme membre du groupement, démontrant sa capacité à traiter les questions de mobilité active.	10%
3.3 Quantité et qualité des références pour la participation (Bureau et personne clef) (Annexe Q8)	2 références idem en participation effectuées par l'expert personne clef désignée comme membre du groupement.	10%
4 Qualités techniques de l'offre		20%
4.1 Degré de compréhension du cahier des charges et des prestations à exécuter (Annexe R14)	Approche et méthodologie du mandat. Compréhension du mandat.	20%
TOTAL :		100%







2.4.5 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un soumissionnaire reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un soumissionnaire dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres soumissionnaires, ce soumissionnaire est jugé moins bon sur certains aspects.

La note est précise jusqu'au centième (par exemple : 3,46) pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

Vous trouvez ci-dessous les appréciations générales déterminant chaque note :

Barème des notes		
0		Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
4		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

CROMP - Guide romand pour les marchés publics

2.4.6 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

Pour plus d'informations, se référer aux annexes T5 et T6 du *Guide romand des marchés publics* : <https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/marches-publics/guide-romand/guide-romand/>

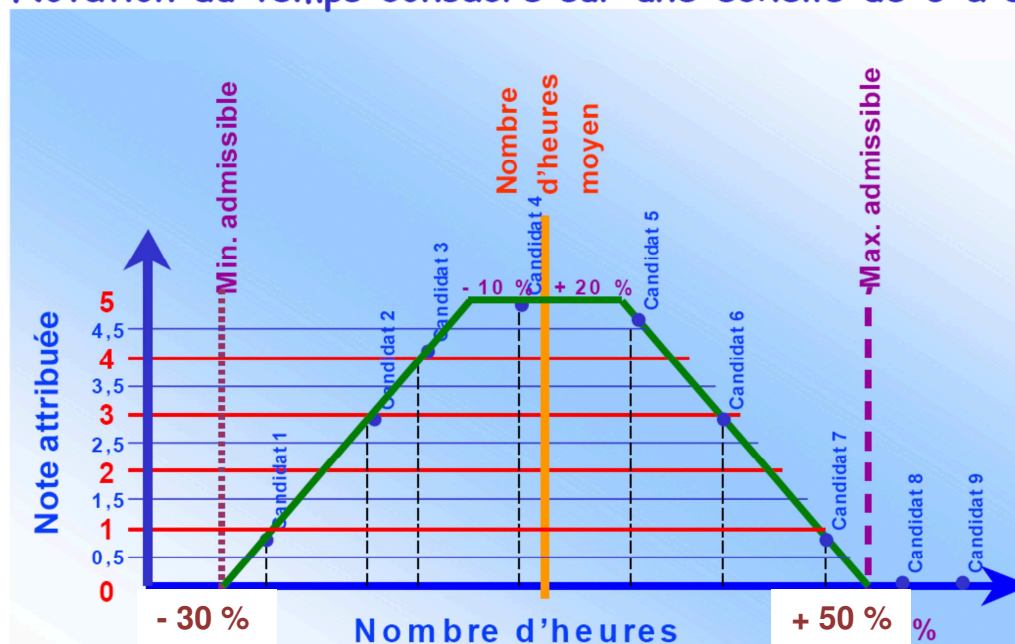
$$\text{Note offre}_x = \left(\frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

2.4.7 Notation des heures

La notation des heures se fera selon la notation du temps consacré selon la méthode pyramidale. Le nombre d'heures moyen sera tiré de la moyenne des heures offertes par les soumissionnaires pour autant que ceux-ci soient au minimum 5. S'il y a moins de 5 soumissionnaires, c'est le temps moyen estimé par l'adjudicateur qui sera pris en compte.

Pour plus d'informations, se référer à l'annexe T4 du *Guide romand des marchés publics* : <https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/marches-publics/guide-romand/guide-romand/>

Notation du temps consacré sur une échelle de 0 à 5



L'adjudicateur rend attentif les soumissionnaires que les minimum et maximum admissibles sur la pyramide des heures sont fixés comme suit:

- le minimum admissible à -30%, au-delà des -30 % (-31%, -32%, etc.) la note attribuée sera de « 0 » ;
- le maximum admissible à +50%, au-delà des +50% la note attribuée sera de « 0 ».

2.4.8 Comité d'évaluation

La procédure sera conduite par un comité d'évaluation chargé d'analyser et évaluer les dossiers d'appel d'offres de façon à garantir, à tous les participants, un traitement équitable. Sa composition est :

Nom et prénom	Titre / Fonction
Membres avec voix délibérative	
Christophe Salmon	Directeur administratif et financier OU
Philippe Viala	Chef de service OU-SIC
Caroline Barbisch	Directrice VVA OU-SIC
Séverine Hennequin	Cheffe de projet Mesure 30-21 OU-SIC
John Aubert	Chef de projet Mesure 33-11 OU-SIC
Fabien Héritier	Chef de projet FTI
Igor Moro	Responsable urbanisme Ville de Vernier
Rafael Schütz	Responsable de projets Ville de Meyrin
Alexandre Xygalas	Responsable environnement Commune de Satigny

Membres expert avec voix consultative	
Nathalie Lauriac	Cheffe de projet OU-SCC
Experts techniques (*)	
---	---

Suppléant(s) :

Nom et prénom	Titre / Fonction
Membres avec voix délibérative	
Frédéric Josselin	Chef de service OU-SCC
Laurence Tobler	Responsable service aménagement FTI
Mikael Meyer	Chef de projet OU-DDU
Giovanna Ronconi	Cheffe de projet OU-DDU

(*) Le Comité d'évaluation se réserve le droit de faire appel à d'autres experts externes.

2.4.9 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un soumissionnaire ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

2.4.10 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas **fondamentalement** en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre.

Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les soumissionnaires soient mis sur pied d'égalité et disposent d'un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à communiquer ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les soumissionnaires.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel. Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, il procédera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les soumissionnaires de sa décision avec mention des voies de recours.

2.4.11 Interdiction des négociations

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ne procèdera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts. Si nécessaire, il peut inviter chaque soumissionnaire concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

L'interdiction des négociations n'empêche par ailleurs pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective.

2.4.12 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son bureau, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour juste motif. La décision d'exclusion intervient d'office

pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier.

Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix.

2.4.13 Audition des soumissionnaires

Aucune audition n'est envisagée.

L'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un ou plusieurs soumissionnaires dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises, ainsi qu'à procéder à une audition.

Le cas échéant, le soumissionnaire ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure.

2.4.14 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

L'adjudicateur écartera les offres qui ne remplissent pas les conditions précitées et notifiera par écrit sa décision au(x) soumissionnaire(s) concerné(s). (voir 2.1 *Compétences requises – Types de soumissionnaires* et 2.4.3 *Evaluation des offres*).

L'adjudicateur peut décider d'adjuger le marché uniquement à l'offre qui a obtenu **au moins 60% des points possibles sur l'ensemble des critères** (voir 2.4.3 *Evaluation des offres*). S'il devait constater qu'aucun soumissionnaire ne serait adjudicataire en appliquant cette règle, il se réserve le droit d'abaisser cette limite ou de prendre une décision d'interruption et de renouvellement, s'il le juge nécessaire, de la procédure. Le cas échéant, cette décision est sujette à recours.

2.4.15 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Outre la lettre précisant l'adjudication, chaque soumissionnaire recevra un **tableau d'analyse multicritère** qui indiquera les résultats de tous les soumissionnaires.

2.4.16 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du soumissionnaire qui a l'intention de déposer un recours.

2.4.17 Voies de recours

Le soumissionnaire est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire le bureau sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement le Tribunal administratif cantonal, selon les art. 55ss du Règlement sur la passation des marchés publics du 17.12.2007 (L 6 05.01 ; RMP), dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas. Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

2.4.18 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur le cahier des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication. Seul le contrat final fait foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies selon le Règlement sur la passation des marchés publics du 17.12.2007 (L 6 05.01 ; RMP).

2.5 Engagements du soumissionnaire

En signant la page de garde et en déposant leur offre, tous les membres d'un groupement soumissionnaire certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a. il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b. il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c. il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- d. il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité ;
- e. en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. **Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;**
- f. il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- g. il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes clés **de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité**. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;

- h. il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- i. en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- j. en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur, le contrat de société conclu par le groupement en la forme du contrat type SIA 1001/2 *Contrat de société pour communauté de mandataires* (édition 01.11.2018), conformément au chapitre 2.3.10 *Association de bureaux* ;
- k. en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur, un suivi détaillé des prestations effectuées par chaque membre du groupement à chaque facturation, nonobstant le caractère forfaitaire des offres ;
- l. il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- m. il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- n. il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- o. il garantit qu'il n'est pas lié pas à un concordat judiciaire ou extrajudiciaire au sens de la Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite du 11 avril 1889 (RS 281.1 ; LP) ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants auxquels il entend faire appel.

3 DOSSIERS D'ANNEXES

3.1 Annexes liées aux éléments d'appréciation de l'offre à remplir

Les annexes qui figurent dans le présent document ci-après, une fois dûment complétées, constituent le dossier d'offre du soumissionnaire.

3.1.1 Cahier des charges

- ☒ Annexe K2.1 (*cahier des charges – études et réalisation*)

3.1.2 Conditions de participation

- ☒ Annexe P1 (*engagement sur l'honneur*)
☒ Annexe P2 (*justificatifs de formation ou d'inscription dans un registre professionnel*)
☒ Annexe P4 (*composition du candidat*)

3.1.3 Pour les critères d'adjudication

- ☒ Annexe Q4 (*capacité en personnel et formation de base des personnes-clefs*)
☒ Annexe Q8 (*liste des références*)
☒ Annexe R1 (*montant de l'offre en rapport avec le cahier des charges*)
☒ Annexe R5 (*nombre d'heures nécessaires pour l'exécution du marché*)
☒ Annexe R6 (*nombre, planification et disponibilité des moyens et des ressources pour l'exécution du marché*)
☒ Annexe R9 (*qualifications des personnes-clefs désignées pour l'exécution du marché*)
☒ Annexe R14 (*degré de compréhension du cahier des charges et des prestations à effectuer*)

3.2 Annexes comprises dans le dossier fourni en complément

- ☒ Annexe 01 : Liste des études et projets VVA RD
☒ Annexe 02 : Plan guide 1:5'000^e (état février 2019)
☒ Annexe 03 : Contrat de société pour communauté de mandataires (SIA 1001/2, édition 01.11.2018)
☒ Annexe 04 : Documents à fournir relatifs à l'exploitation et à la maintenance des ouvrages d'art (version 3.5, octobre 2018)

3.3 Informations accessibles sur site internet

- ☒ www.simap.ch (*Loi et règlement/ordonnance cantonaux d'application sur les marchés publics*)
☒ <https://www.ge.ch/legislation/rsg/main.html> (*recueil systématique de la législation genevoise*)
☒ <http://www.bbl.admin.ch/kbob/00493/00502/index.html?lang=fr> (*recommandations de la KBO relatives aux honoraires, frais, renchérissement*)

ANNEXE P1 : ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

En signant ce document, le soumissionnaire confirme sur l'honneur qu'il respecte toutes les conditions ci-dessous et qu'il s'engage à les respecter pendant la durée de la procédure de mise en concurrence jusqu'à la décision d'adjudication et pendant la durée de l'exécution du marché depuis la signature du contrat. Par sa signature, le soumissionnaire s'engage également à vérifier que ses sous-traitants directs les respectent aussi.

Si le soumissionnaire ne peut pas ou ne pourra pas respecter l'une ou l'autre des conditions, il devra se justifier par courrier dans le même délai fixé pour le dépôt du dossier ou de l'offre.

Il est rappelé que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions peut entraîner l'exclusion immédiate du soumissionnaire de la procédure ou la résiliation du contrat en cours d'exécution du marché.

L'adjudicateur se réserve le droit d'exiger, à tout moment et dans un délai de 10 jours, l'une ou l'autre attestation ou preuve, voire la totalité des attestations et preuves, notamment auprès du pressenti pour être l'adjudicataire du marché.

Conditions	Documents ou attestations qui peuvent être requis
Profil du soumissionnaire correspondant à la nature du marché mis en concurrence	Copie de l'extrait du registre du commerce, preuve de l'inscription sur un registre professionnel reconnu officiellement ou copie du diplôme professionnel, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, sur simple réquisition.
Intégrité sociale et fiscale du soumissionnaire	Attestations du paiement des cotisations sociales (AVS, AI, APG, AC, AF, LPP ou équivalents), preuves cotisations assurance RC + assurance-accident, attestations fiscale d'entreprise et fiscale à la source pour le personnel étranger, preuve assujettissement TVA, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, sur simple réquisition. Tout document permettant d'attester la solvabilité financière de l'entreprise ou du bureau. Les organes qui engagent la responsabilité de l'entreprise ou du bureau doivent pouvoir prouver qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour faute professionnelle grave. Les indépendants fournissent uniquement les attestations AVS et fiscale, ainsi que la preuve du paiement de la cotisation assurance accident et de l'assujettissement à la TVA qui, en outre, prouvent leur statut d'indépendant. Eventuellement attestation multipack.
Respect des usages professionnels et des conditions de base relatives à la protection des travailleurs	Preuve de la signature d'une Convention collective de travail (CCT) ou d'un contrat type de travail (CTT) applicable au lieu d'origine (lieu d'exécution pour le Canton Vaud), ceci en rapport avec le marché mis en concurrence ou engagement à en respecter les conditions auprès d'un organisme officiel du lieu d'exécution, en particulier pour les soumissionnaires étrangers, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, sur simple réquisition.
Egalité de traitement entre hommes et femmes	En vertu de l'art. 11 let. f de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP), engagement à respecter les dispositions légales relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en matière d'égalité salariale. La loi fédérale sur l'égalité (LEg) interdit concrètement toute discrimination professionnelle en général, et salariale en particulier. Pour plus d'information, voir l'annexe P6.
Respect des prescriptions fédérales et cantonales de la législation sur la protection de l'environnement	Engagement à respecter les dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte contre les nuisances sonores, la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets.

Date : _____ **Signature(s) * :** _____

* Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau, voire le consortium d'entreprises ou l'association de bureaux, le cas échéant.

ANNEXE P2 : JUSTIFICATIFS DE FORMATION

(Le soumissionnaire doit fournir **pour chaque membre du groupement** :

- un justificatif de formation selon chapitre 2.1 du présent document.

ou

- un justificatif de son inscription au registre suisse des architectes, des ingénieurs et des techniciens (REG) au niveau A ou B (le niveau C étant exclu) ou sur un registre professionnel étranger jugé équivalent, selon le chapitre 2.1 du présent document.)

ANNEXE P4 : CARACTÉRISTIQUES DU SOUMISSIONNAIRE

(Le soumissionnaire doit répondre de manière précise aux demandes d'information ci-dessous. Il photocopiera le verso de cette page si nécessaire.)

1. MEMBRES DU GROUPEMENT

A dupliquer pour tout autre membre du groupement

Raison sociale du bureau pilote du groupement (*) :	Architecte paysagiste pilote		
- Nom et prénom de la personne de contact :			
- Adresse complète :			
- Tél. :	E-Mail :		
- Statut juridique du bureau : <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> SA <input type="checkbox"/> autre :			
- Part du marché en % : %			
- Prestations qui seront exécutées au sein du groupement : - -			

* Le pilote est le garant des bons rapports entre associés et est le représentant principal du groupement vis-à-vis de l'adjudicateur.

Raison sociale du bureau associé (**):	Ingénieur en mobilité		
- Nom et prénom de la personne de contact :			
- Adresse complète :			
- Tél. :	E-Mail :		
- Statut juridique du bureau : <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> SA <input type="checkbox"/> autre :			
- Part du marché en % : %			
- Prestations qui seront exécutées au sein du groupement : - -			

** Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple. Chaque membre d'un groupement répond personnellement et solidairement des engagements pris par les associés.

Raison sociale du bureau associé (**) :		Ingénieur civil
-	Nom et prénom de la personne de contact :	
-	Adresse complète :	
-	Tél. :	E-Mail :
-	Statut juridique du bureau : <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> SA <input type="checkbox"/> autre :	
-	Part du marché en % : %	
-	Prestations qui seront exécutées au sein du groupement : - -	

****** Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple. Chaque membre d'un groupement répond personnellement et solidairement des engagements pris par les associés.

Raison sociale du bureau associé (**) :		Concepteur lumière
-	Nom et prénom de la personne de contact :	
-	Adresse complète :	
-	Tél. :	E-Mail :
-	Statut juridique du bureau : <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> SA <input type="checkbox"/> autre :	
-	Part du marché en % : %	
-	Prestations qui seront exécutées au sein du groupement : - -	

****** Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple. Chaque membre d'un groupement répond personnellement et solidairement des engagements pris par les associés.

ANNEXE Q4 : CAPACITÉ EN PERSONNEL**(1 fiche par bureau membre du groupement)****Le soumissionnaire doit indiquer ci-dessous l'effectif du bureau :**Effectif du bureau, sans le personnel temporaire ou en formation :

personnel administratif : postes de travail

personnel technique : postes de travail

TOTAL : postes de travail

(Un poste de travail correspond à une activité à 100% dans le cadre du bureau ou de l'entreprise.

Une personne employée à 60% représente 0.6 poste de travail.

Exemple : 5 collaborateurs à 100 % + 3 collaborateurs à 60% = 6.8 postes de travail)

Le soumissionnaire doit compléter le tableau ci-dessous avec les caractéristiques des personnes-clés de l'entreprise ou du bureau (maximum 10) :

NOM et prénom	Date de naissance (exemple : 11.02.1964)	Fonction (dans le bureau)	Diplômes/certificats/licences (uniquement professionnels)	Années d'expérience (uniquement professionnelle)

A compléter par le soumissionnaire :**Raison sociale du bureau:**

ANNEXE Q8 : 8 RÉFÉRENCES (selon chapitre 2.4.4)*Critère 3.1 (Références N°1 à 3 pilote)*

Nom ou raison sociale du bureau qui cite la référence ci-dessous :

Le soumissionnaire doit fournir **2 références du bureau pilote (architecte paysagiste)**

- qui sont en rapport avec le type de marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- qui démontrent l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- qui sont achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proche d'être achevées ;
- qui reflètent le même type d'organisation exigée pour le marché à exécuter.

REFERENCE N° 1 –

CLIENT - Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

• OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

• MARCHÉ EXÉCUTÉ

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA): CHF

Date de début de l'exécution du marché (par exemple : 11.02.2001) :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue (par exemple : 11.02.2004) :

Marché exécuté en : ☐ Association de bureaux
☐ Equipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires (groupement)

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Entreprise ou fondation de droit public
☐ Economie mixte (privé / public)
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Justification (pourquoi ce projet est-il un bon exemple pour démontrer la compétence par rapport aux prestations mises en soumission)

Description du projet et des prestations effectuées

→ Le soumissionnaire fournira une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations susmentionnées et comportant des photographies et des plans permettant de comprendre l'échelle et la qualité du projet réalisé.

REFERENCE N° 2 –

CLIENT - Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

• **OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ**

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

• **MARCHÉ EXÉCUTÉ**

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA): CHF

Date de début de l'exécution du marché (par exemple : 11.02.2001) :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue (par exemple : 11.02.2004) :

Marché exécuté en : ☐ Association de bureaux
☐ Equipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires (groupement)

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Entreprise ou fondation de droit public
☐ Economie mixte (privé / public)
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Justification (pourquoi ce projet est-il un bon exemple pour démontrer la compétence par rapport aux prestations mises en soumission)

Description du projet et des prestations effectuées

→ Le soumissionnaire fournira une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations susmentionnées et comportant des photographies et des plans permettant de comprendre l'échelle et la qualité du projet réalisé.

Nom ou raison sociale du bureau qui cite la référence ci-dessous :

Le soumissionnaire doit fournir 1 référence de l'Architecte paysagiste personne-clef pilote du groupement

- qui est en rapport avec le type de marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- **qui démontre l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires en gestion de projet ;**
- qui est achevée depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proche d'être achevée ;
- qui reflète le même type d'organisation exigée pour le marché à exécuter.

REFERENCE N° 3 –

CLIENT - Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

• **OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ**

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

• **MARCHÉ EXÉCUTÉ**

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA): CHF

Date de début de l'exécution du marché (par exemple : 11.02.2001) :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue (par exemple : 11.02.2004) :

Marché exécuté en : ☐ Association de bureaux
☐ Equipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires (groupement)

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Entreprise ou fondation de droit public
☐ Economie mixte (privé / public)
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Justification (pourquoi ce projet est-il un bon exemple pour démontrer la compétence par rapport aux prestations mises en submission)

Description du projet et des prestations effectuées

→ Le soumissionnaire fournira une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations susmentionnées et comportant des photographies et des plans permettant de comprendre l'échelle et la qualité du projet réalisé.

Critère 3.2 (Références N°4, 5 à 6, mobilité)

Nom ou raison sociale du bureau qui cite la référence ci-dessous :

Le soumissionnaire doit fournir 2 références « Ingénieur en mobilité »

- qui sont en rapport avec le type de marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- qui démontrent l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- qui sont achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proche d'être achevées ;
- qui reflètent le même type d'organisation exigée pour le marché à exécuter.

REFERENCE N° 4 –

CLIENT - Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

• OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

• MARCHÉ EXÉCUTÉ

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA): CHF

Date de début de l'exécution du marché (par exemple : 11.02.2001) :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue (par exemple : 11.02.2004) :

Marché exécuté en : ☐ Association de bureaux
☐ Equipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires (groupement)

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Entreprise ou fondation de droit public
☐ Economie mixte (privé / public)
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Justification (pourquoi ce projet est-il un bon exemple pour démontrer la compétence du par rapport aux prestations mises en soumission)

Description du projet et des prestations effectuées

→ Le soumissionnaire fournira une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations susmentionnées et comportant des photographies et des plans permettant de comprendre l'échelle et la qualité du projet réalisé.

REFERENCE N° 5 –

CLIENT - Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

• **OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ**

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

• **MARCHÉ EXÉCUTÉ**

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA): CHF

Date de début de l'exécution du marché (par exemple : 11.02.2001) :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue (par exemple : 11.02.2004) :

Marché exécuté en : ☐ Association de bureaux
☐ Equipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires (groupement)

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Entreprise ou fondation de droit public
☐ Economie mixte (privé / public)
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Justification (pourquoi ce projet est-il un bon exemple pour démontrer la compétence du par rapport aux prestations mises en soumission)

Description du projet et des prestations effectuées

→ Le soumissionnaire fournira une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations susmentionnées et comportant des photographies et des plans permettant de comprendre l'échelle et la qualité du projet réalisé.

Nom ou raison sociale du bureau qui cite la référence ci-dessous :

Le soumissionnaire doit fournir 1 référence en mobilité active de l'ingénieur en mobilité personne-clef membre du groupement

- qui est en rapport avec le type de marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- **qui démontre l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires en matière de mobilité active ;**
- qui est achevée depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proche d'être achevée ;
- qui reflète le même type d'organisation exigée pour le marché à exécuter.

REFERENCE N° 6 –

CLIENT - Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

• OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

• MARCHÉ EXÉCUTÉ

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA): CHF

Date de début de l'exécution du marché (par exemple : 11.02.2001) :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue (par exemple : 11.02.2004) :

Marché exécuté en : ☐ Association de bureaux
☐ Equipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires (groupement)

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Entreprise ou fondation de droit public
☐ Economie mixte (privé / public)
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Justification (pourquoi ce projet est-il un bon exemple pour démontrer la compétence par rapport aux prestations mises en soumission)

Description du projet et des prestations effectuées

→ Le soumissionnaire fournira une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations susmentionnées et comportant des photographies et des plans permettant de comprendre l'échelle et la qualité du projet réalisé.

Critère 3.2 (Références N°7 et 8, expert en participation)

Nom ou raison sociale du bureau qui cite la référence ci-dessous :

Le soumissionnaire doit fournir 2 références de l'expert en participation

- qui est en rapport avec le type de marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- qui démontre **l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires en matière de diagnostic socio-urbain et de participation** ;
- qui est achevée depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proche d'être achevée ;
- qui reflète le même type d'organisation exigée pour le marché à exécuter.

REFERENCE N° 7 –

CLIENT - Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

• **OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ**

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

• **MARCHÉ EXÉCUTÉ**

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA): CHF

Date de début de l'exécution du marché (par exemple : 11.02.2001) :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue (par exemple : 11.02.2004) :

Marché exécuté en : ☐ Association de bureaux
☐ Equipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires (groupement)

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Entreprise ou fondation de droit public
☐ Economie mixte (privé / public)
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Justification (pourquoi ce projet est-il un bon exemple pour démontrer la compétence par rapport aux prestations mises en soumission)

Description du projet et des prestations effectuées

→ Le soumissionnaire fournira une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations susmentionnées et comportant des photographies et des plans permettant de comprendre l'échelle et la qualité du projet réalisé.

REFERENCE N° 8 –

CLIENT - Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

• **OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ**

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

• **MARCHÉ EXÉCUTÉ**

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA): CHF

Date de début de l'exécution du marché (par exemple : 11.02.2001) :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue (par exemple : 11.02.2004) :

Marché exécuté en : ☐ Association de bureaux
☐ Equipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires (groupement)

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Entreprise ou fondation de droit public
☐ Economie mixte (privé / public)
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Justification (pourquoi ce projet est-il un bon exemple pour démontrer la compétence par rapport aux prestations mises en soumission)

Description du projet et des prestations effectuées

→ Le soumissionnaire fournira une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations susmentionnées et comportant des photographies et des plans permettant de comprendre l'échelle et la qualité du projet réalisé.

ANNEXES R1 et R5 : PRIX DE L'OFFRE ET NOMBRE D'HEURES POUR L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Calcul des honoraires sur la base du temps consacré et des tarifs horaires moyens des membres du groupement.

Le soumissionnaire précisera son estimation des frais en % des honoraires HT.

- ➔ **Prière de remplir le fichier Excel « Annexe R1-R5 » et de le placer à la suite de la présente page.**
- ➔ **Les montants totaux HT hors frais sont à reporter dans le chapitre 1.5.1 *Calcul du montant de l'offre* du document K2.1.**

ANNEXE R6 : PLANIFICATION DES MOYENS, ORGANISATION DE L'EQUIPE ET PLANNING INTENTIONNEL

Le soumissionnaire doit indiquer ci-dessous ou sur un document annexé portant la mention R6, les moyens humains et éventuellement matériels (sur une liste annexée et si cela apporte une valeur ajoutée à son offre) qu'il propose de mettre en place **pour exécuter le marché** en conformité avec les exigences, les objectifs et les échéances principales.

Il proposera également, sous la forme d'un document annexé, un **planning d'intention** où il fera apparaître les phases importantes d'exécution du marché avec le nombre de personnes prévues par phase (maximum 2 pages A4).

Personnes-clés (10 au maximum) :

NOM et prénom	Date de naissance	Fonction (pour l'exécution du marché)	*Disponibilité sur le marché (%)
			%
			%
			%
			%
			%
			%
			%
			%
			%
			%

** Une disponibilité à 100% signifie que la personne sera occupée à 100% sur le mandat. Prière de mentionner la disponibilité estimée effective pour chaque personne.*

Le soumissionnaire fournira ci-après (maximum 2 pages A4) **deux organigrammes opérationnels** pour l'exécution du marché : 1 organigramme pour la phase d'étude et un organigramme pour la phase réalisation. Ceux-ci doivent être en adéquation avec les exigences et objectifs du marché, mais également avec l'organisation de l'adjudicateur. Les deux organigrammes devront faire apparaître clairement :

- les noms des principaux intervenants (personnes-clés) ;
- la répartition des tâches et des responsabilités ;
- les liens hiérarchiques.

ANNEXE R9 : CV ET REFERENCES DES PERSONNES CLÉS

Les références fournies sous l'annexe Q8 en tant que société peuvent être réutilisées pour autant qu'elles soient liées aux personnes clés ci-après.

Les soumissionnaires fourniront à la suite de la présente page le CV de la personne clef.
Les soumissionnaires fourniront aussi une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations mentionnées.

Architecte paysagiste pilote :

Nom et prénom de la personne clé :

Lieu et date de naissance :

Formation de base avec années d'expérience: ans

Formation(s) spécialisée(s) :

Référence 1 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

Les soumissionnaires fourniront à la suite de la présente page le CV de la personne clef.
Les soumissionnaires fourniront aussi une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations mentionnées.

Ingénieur en mobilité :

Nom et prénom de la personne clé :

Lieu et date de naissance :

Formation de base avec années d'expérience: ans

Formation(s) spécialisée(s) :

Référence 1 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

Les soumissionnaires fourniront à la suite de la présente page le CV de la personne clef.
Les soumissionnaires fourniront aussi une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations mentionnées.

Ingénieur civil :

Nom et prénom de la personne clé :

Lieu et date de naissance :

Formation de base avec années d'expérience: ans

Formation(s) spécialisée(s) :

Référence 1 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

Les soumissionnaires fourniront à la suite de la présente page le CV de la personne clef.
Les soumissionnaires fourniront aussi une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations mentionnées.

Concepteur lumière :

Nom et prénom de la personne clé :

Lieu et date de naissance :

Formation de base avec années d'expérience: ans

Formation(s) spécialisée(s) :

Référence 1 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

Les soumissionnaires fourniront à la suite de la présente page le CV de la personne clef.
Les soumissionnaires fourniront aussi une page A4 complémentaire explicative illustrant les informations mentionnées.

Expert en participation :

Nom et prénom de la personne clé :

Lieu et date de naissance :

Formation de base avec années d'expérience: ans

Formation(s) spécialisée(s) :

Référence 1 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

ANNEXE R14 : DEGRÉ DE COMPRÉHENSION DU CAHIER DES CHARGES ET DES PRESTATIONS A EFFECTUER**Nom ou raison sociale :**

Les différentes questions posées dans cette annexe ont pour but de porter à la connaissance de l'adjudicateur l'esquisse de solution face à un aspect particulier du cahier des charges que le soumissionnaire s'engage à mettre en place en cas d'exécution du marché.

Les réponses données par le soumissionnaire permettront à l'adjudicateur de déterminer le degré de faisabilité, la pertinence et l'opportunité de l'esquisse de solution, mais également son caractère économique et durable. Elles sont susceptibles de faire l'objet de questions complémentaires dans le cadre d'une audition ultérieure.

L'adjudicateur demande aux soumissionnaires de développer ou de résoudre les aspects suivants du cahier des charges et de la forme qu'ils entendent donner à leurs prestations :

1. Analyse critique des études de faisabilité (maximum 2 pages A4 recto).
2. Approche et méthodologie d'intervention pour l'ensemble du groupement (maximum 2 pages A4 recto).
3. Approche et méthodologie pour la participation (maximum 1 page A4 recto).
4. Mise en évidence de trois risques et trois chances principales du mandat (maximum 2 pages A4 recto).

Modalités de réponse : Chaque annexe doit porter la mention R14, le nom ou la raison sociale du soumissionnaire et l'intitulé de la question.